



MARCHE DE TRAVAUX

APPEL D'OFFRES OUVERT

TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU PARC MARCEL CACHIN ET SES ESPACES PUBLICS CONNEXES LOT 1 : TERRASSEMENT ET VRD LOT 2 : ESPACES VERTS

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date et heure limites de réception des offres

Mardi 21 mai 2024 à 12h00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.1 – ORGANISME ACHETEUR	4
1.2 OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.3 – TYPE DE MARCHE PUBLIC	4
1.4 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE PUBLIC	4
1.5 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.5.1 – PRESENTATION DES LOTS	4
1.5.2 – REGLES D'ATTRIBUTION DES LOTS	5
1.5.3 – TRANCHES	5
1.6 – MAITRISE D'ŒUVRE	5
1.7 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	5
1.8 – COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	5
1.9 – <i>DEMARCHE EN MATIERE D'ECONOMIE CIRCULAIRE – LOT 1 ET 2</i>	6
1.10 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	6
1.11 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	6
1.12 – DEMARCHE EN MATIERE D'INSERTION SOCIALE – LOT 1 ET 2	7
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	8
2.1 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	8
➤ DUREE DU MARCHE PUBLIC	8
➤ DELAIS D'EXECUTION PREVISIONNELS POUR LES LOTS 1 & 2	8
2.2 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	9
2.3 - MODE DE REGLEMENT ET MODALITES DE FINANCEMENT	9
2.4 – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	9
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
4.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU STADE DE LA CANDIDATURE	10
4.2 - PIECES DE L'OFFRE :	13
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	20
5.1 – JUGEMENT DES CANDIDATURES	20
5.2 – JUGEMENT DES OFFRES	20
5.3 - REGULARISATION DES OFFRES	23
5.4 - OFFRES ANORMALEMENT BASSES	24
5.5 - SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	24
5.6 – PRODUCTION DES PIECES PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE	24
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	25
6.1 – <i>FIN DE LA TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER</i>	25
6. 2 – <i>TRANSMISSION ELECTRONIQUE</i>	25
6.2.1 Se préparer pour une réponse dématérialisée sur Maximilien (MPS ou pas)	25

6.2.2 Transmission électronique	26
6.3 – COPIE DE SAUVEGARDE	27
<u>ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	<u>28</u>
7.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	28
7.2 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS	28
<u>ANNEXE 1 MODALITES DE REPOSE AVEC SIGNATURE ELECTRONIQUE</u> <u>(FACULTATIF)</u>	<u>30</u>

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 – Organisme acheteur

Le présent marché est passé par l'Etablissement Public Territorial Plaine Commune, représenté par son président en exercice, en sa qualité de pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution : Parc Marcel Cachin – Saint-Denis 93200

1.2 Objet de la consultation

La présente consultation porte sur le marché de « **TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU PARC MARCEL CACHIN ET SES ESPACES PUBLICS CONNEXES** ».

Le présent règlement porte sur la conclusion des deux premiers lots de cette opération de travaux :

- **Lot 1 : Terrassement et VRD**
- **Lot 2 : Espaces Verts**

1.3 – Type de marché public

Le présent marché public est un marché public de travaux conformément à l'article L 1111-2 du code de la commande publique.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est le CCAG travaux conformément à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG Travaux en vigueur.

1.4 – Procédure de passation du marché public

La procédure de passation du présent marché public est celle de l'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 et R2161-1 à R2161-8 du code de la commande publique.

1.5 - Décomposition de la consultation

1.5.1 – Présentation des lots

La présente consultation porte sur les lots 1 et 2 d'un marché de travaux alloti de la manière suivante :

- Lot 1 : Terrassement et VRD
- Lot 2 : Espaces verts
- Lot 3 : Serrurerie, clôtures et portails
- Lot 4 : Skate Park et plateforme sportive

- Lot 5 : Aire de jeux
- Lot 6 : Fontainerie

Les lots 3, 4, 5 et 6 feront l'objet d'une publication ultérieure.

1.5.2 – Règles d'attribution des lots

Le candidat peut présenter une offre pour un lot, ou pour plusieurs lots, ou pour l'ensemble des lots.

Les candidats répondant à plusieurs lots présenteront une offre par lot.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune règle de restriction quant à l'attribution d'un ou plusieurs lots au même titulaire.

1.5.3 – Tranches

Le marché ne contient aucune tranche.

1.6 – Maitrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement suivant :

<u>PAYSAGISTE – URBANISTE Mandataire</u>	<u>BUREAU D'ETUDES VRD Responsable du lot 1 + OPC</u>	<u>BUREAU D'ETUDES Hydraulique et Parc Responsable du lot 2</u>	<u>CONCEPTEUR LUMIERE</u>
ILEX	IGREC INGENIERIE SAS	CONFLUENCES	ON
7 place Puvis de Chavannes,	127, avenue d'Italie	12 avenue du 27 août 1944	79 rue du Dessous des Berges
69006 Lyon	75013 PARIS	77450 Montry	75013 Paris
Tél. : 04 72 69 46 46	Tél. : 01.53.94.73.73	Tél. : 01 64 17 00 17	Tél. : 01 83 81 31 41

1.7 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par la maitrise d'œuvre.

1.8 – Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

La mission de coordination pour la sécurité et la protection de la santé est assurée par l'entreprise suivante :

SATELIS
2 rue Louis Lépine
94260 FRESNES
TEL : 01 49 73 00 43

1.9 – Démarche en matière d'économie circulaire – Lot 1 et 2

Pour faire en sorte que la « boucle de l'économie circulaire » soit bien fermée, l'EPT souhaite mener des actions simultanément sur les chantiers– afin de s'assurer de la qualité du gisement des matériaux récupérés ; et sur ceux liés aux constructions neuves - afin de créer des débouchés aux matériaux récupérés.

Dans cette perspective, l'objectif est de mener les actions suivantes sur les différents chantiers du territoire :

- Généraliser le recours à du béton de construction incorporant à minima 5 % de matériaux recyclés issus de la déconstruction ;
- Dans les espaces publics / espaces extérieurs : tendre vers 10 % du montant des travaux dédié à l'achat de produits issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage (dont 5 % minimum de réemploi ou réutilisation), sur les prestations pouvant accueillir ce type de matériaux ;
- Étudier systématiquement la possibilité de recourir aux éco-matériaux notamment issus des terres du Grand Paris Express, conformément au partenariat signé entre la Société du Grand Paris et Plaine Commune sur l'économie circulaire ;
- D'une manière générale, prendre en compte les critères de réemployabilité/recyclabilité/démontabilité des matériaux choisis, afin de rendre possible les futures actions de valorisation des matériaux ;

Les soumissionnaires devront tenir compte dans l'élaboration de leur offre de cette démarche de réemploi, recyclage et réutilisation.

1.10- Conditions de participation des concurrents

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché public. Toutefois, il est demandé que le mandataire soit solidaire de chacun des membres pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'EPT, pour l'exécution du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre en qualité de candidat individuel et/ou en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché, ni se présenter à la fois en candidat individuel et en tant que mandataire d'un groupement.

1.11 - Nomenclature communautaire

Les classifications principales conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), sont :

➤ Lot 1 : Terrassement et VRD

Classification principale	
45112500-0	Travaux de terrassement
45112600-1	Déblai-remblai
45232454-9	Travaux de construction de bassins d'eaux pluviales
90732300-0	Traitement et réhabilitation des sols pollués

➤ Lot 2 : Parc et plantations

Classification principale	
45112700	Travaux d'aménagement paysager
45112710	Travaux d'aménagement paysager d'espace vert
14212410	Terre végétale

1.12 – Démarche en matière d'insertion sociale – Lot 1 et 2

Dans le présent contrat, Plaine Commune souhaite mettre en place une démarche en matière d'insertion sociale.

Cette clause est définie dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Une offre qui ne satisferait pas cette condition sera irrégulière dans la mesure où elle ne respecterait pas les exigences formulées dans la consultation.

Par ailleurs, il ne serait pas possible de régulariser cette offre car cela constituerait une modification substantielle de l'offre transmise au pouvoir adjudicateur ce qui est prohibé au sein du droit de la commande publique.

Un critère de notation permet de juger la méthodologie que le soumissionnaire entend mettre en place pour atteindre, voire surpasser, les objectifs de Plaine Commune en matière d'insertion sociale.

Par conséquent, les candidats devront tenir compte de cette démarche en matière d'insertion sociale lors de l'élaboration de leur offre.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée - Délais d'exécution

➤ Durée du marché public

S'agissant du lot 1, le contrat sera conclu pour une durée prévisionnelle de **trois** ans à compter de sa notification au titulaire afin de tenir compte de la durée d'exécution des travaux.

S'agissant du lot 2, le contrat sera conclu pour une durée prévisionnelle de **cinq** ans à compter de sa notification au titulaire afin de tenir compte de la durée d'exécution des travaux et de la durée de la garantie de reprise des végétaux qui est de deux ans à compter de la réception sans réserve des plantations.

Ce marché public prendra fin :

- Pour les opérations techniques de réalisation, à l'achèvement des travaux, constaté par la réception des travaux sans réserve, ou à l'issue de la levée de la dernière réserve. Pour le lot 2, à l'issue de la durée de garantie de reprise des végétaux,
- Pour les opérations financières d'exécution du marché, à l'achèvement des opérations financières ultimes suivant l'établissement du décompte général définitif (notamment le versement du solde, la libération des cautions et la restitution de la retenue de garantie).

➤ Délais d'exécution prévisionnels pour les lots 1 & 2

Le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

Les travaux relatifs au parc (selon le périmètre rouge défini à l'annexe 0) et les travaux relatifs à la RD (selon le périmètre en bleu défini à l'annexe 0) devront être réalisés conformément aux délais mentionnés ci-dessous, sachant que **les travaux relatifs au parc devront impérativement être réceptionnés en décembre 2025.**

Ce délai d'exécution est ci-dessous présenté pour les lots 1 & 2 :

- ❖ Période de préparation : 2 mois
- ❖ Délai d'exécution des travaux du parc (périmètre rouge) : 14 mois
- ❖ Délai d'exécution des travaux de la RD (périmètre bleu) : 16 mois
- ❖ Total : 18 mois

Le soumissionnaire indiquera dans l'Acte d'engagement les délais sur lesquels il s'engage.

Ces délais démarrent à compter de la notification du marché, qui vaut ordre de service annonçant la date de démarrage de la période de préparation. Par conséquent, la période de préparation du chantier commencera dès la réception de la notification du marché par le titulaire.

Un Ordre de Service précisera la date de démarrage de la période d'exécution des travaux.

2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.3 - Mode de règlement et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le présent marché va bénéficier de subventions de l'Agence Nationale du Sport, et pourrait bénéficier d'autres subventions non contractualisées à ce jour.

2.4 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les articles L. 2112-2, L. 2112-3, L. 2112-4 ainsi que L. 2312-1 et L. 2312 du Code de la commande publique.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L. 2313-6, L. 2113-12, L. 2113-13, L. 2113-14 ainsi que L. 2113-15 et L. 2113-16 du Code susvisé.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- Les actes d'engagement propres à chaque lot ainsi que leurs annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) commun à tous les lots
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propres à chaque lot, et leurs annexes au nombre de 10.
- Les pièces graphiques
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) propre à chaque lot
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) propre à chaque lot
- La charte de l'Economie Circulaire de l'EPT Plaine Commune

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : www.maximilien.fr.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les informations et documents de la réponse seront envoyés par voie électronique.

Conformément à l'article R 2143-4 du Code de la Commande Publique, les candidats pourront avoir recours au document unique de marché européen (DUME).

Le DUME est une déclaration officielle visant à affirmer que le candidat ne se trouve pas dans l'une des situations qui pourraient entraîner son exclusion et qu'il dispose des aptitudes ainsi que des capacités nécessaires pour exécuter les prestations commandées.

Ce document peut se substituer aux formulaires DC1, DC2 et DC4.

Les documents peuvent être signés au stade de la candidature, cela n'est toutefois pas obligatoire.

Ainsi, seul le candidat dont l'offre sera retenue sera tenu de signer son offre au moment de l'attribution, si cela n'a pas été au préalable effectué.

L'article R 2343-14 du Code de la Commande publique autorise les candidats à déposer leurs documents administratifs dans un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, sous réserve qu'ils indiquent dans l'acte d'engagement toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de l'espace de stockage. Toutefois, un tel espace est disponible sur la plateforme Maximilien.

L'accès à cet espace devra être gratuit et accessible jusqu'à l'attribution du marché. Les documents déposés sur cet espace devront pouvoir être téléchargés par Plaine Commune et devront être en cours de validité à la remise de l'offre.

4.1 - Documents à produire au stade de la candidature

Chaque candidat devra fournir un dossier de candidature complet et signés, comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature :

Les candidats peuvent utiliser, à l'appui de leur candidature, les formulaires suivants :

- Le formulaire DC1 faisant office de lettre de candidature.
- Le formulaire DC2 faisant office de déclaration du candidat.

Ces formulaires sont gratuitement accessibles à l'adresse suivante :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Liste des documents	DUME	Hors DUME
Capacités juridiques		
Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E) à fournir, le cas échéant, par chaque membre du groupement et par chaque sous-traitant	X	
Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC 1 ou forme libre)		X
La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2 ou forme libre)		X
Déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier en application de l'article R.2143-3 du Code de la commande publique (DC1 ou forme libre): a) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, b) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.		X
La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	X	X
Le numéro SIREN du candidat ou s'il le désire un extrait Kbis	X	X
Une attestation sociale reçue auprès des services sociaux ou en ligne sur le site www.urssaf.fr ainsi qu'une attestation de régularité fiscale justifiant de la régularité de sa situation (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) dans le cadre des dispositions de l'article L2141-2 du Code de la commande publique. Elle peut être obtenue : - en ligne via le compte fiscal (espace abonné professionnel) pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (IS) et assujetties à la TVA - ou auprès du service des impôts via le formulaire n°3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, micro-entrepreneur par exemple).		X
Le cas échéant, le candidat produit, en outre, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, notamment : La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 précisant sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail), prévue aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Pour l'employeur établi hors de France qui emploie des salariés en détachement, les documents requis à l'article R.1263-12 du code du travail	X	X
Capacité économique et financière		
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché		X

public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles		
Une attestation d'assurance responsabilité civile et risques professionnels en cours de validité	X	X
Un relevé d'identité bancaire	X	X
Capacités techniques et professionnelles		
Un dossier de présentation des principaux services fournis au cours des cinq dernières années (5 références maximum en lien avec le sujet et en mettant en avant les marchés dont les prestations sont similaires) indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique	X	X
Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années	X	X
<u>Lot 1 Terrassement & VRD</u> FNTP 1131 Ouvrage de technicité courante FNTP 216 Dépollution avec ou sans évacuation Certification MASE ou équivalent FNTP 2321 travaux de terrassements courant en milieu urbain FNTP 2.5.2 Battage de palplanches, palfeuilles FNTP 321 (assises de chaussées 4 =<TC< 6) FNTP 3221 (enrobés classiques 4 =<TC< 6) FNTP 3421 (enrobés classiques chaussées urbaines) FNTP 343 revêtements en béton hydrauliques FNTP 346 pose de bordures et caniveaux FNTP 361 –Traitement de surface FNTP 371 (mise en œuvre de produits de marquage routier) FNTP 5144 construction de réseaux gravitaires en milieu urbain avec profondeur hors nappe phréatique Qualifelec TN4 Travaux Neufs - indice 4 (plus 50 foyers lumineux par chantier) Justification du niveau de compétence en matière de <ul style="list-style-type: none"> • Dépollution des sols (NFX 31 620 domaine C), • Excavation (C321a) et tri (C200), stockage provisoire, • Chargement, transport et prise en charge de terres non-inertes. • Certificats et agréments autorisant le transport de terres polluées devront être produits dans le mémoire technique. • Habilitations requises pour effectuer l'ensemble des travaux, une copie à l'offre (risques chimiques, AIPR, SST, ... 	X	X

Une preuve par tout moyen est acceptée.		
<u>LOT 2 Espaces Verts</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Qualipaysage - Aménagements paysagers – Spécialisé (dénomination : P110) ○ Qualipaysage - Reboisement en milieu non Forestier – Confirmé (ancienne dénomination : P320) ○ Qualipaysage - Entretien d'aménagements paysagers – Spécialisé (ancienne dénomination : E131 / E132) ○ Qualipaysage - Élagage – Confirmé (ancienne dénomination : E140) ○ Qualipaysage - Fauchage – Confirmé (ancienne dénomination : E150) ○ Qualipaysage - Génie écologique - Interventions en milieux aquatiques et en milieux terrestres ouverts ou fermés – Spécialisé ancienne dénomination : G710 ○ FNTP 3451 : Travaux de revêtement de sols en pierre naturelle 	X	X
Une preuve par tout moyen est acceptée.		

En l'absence de référence, le candidat pourra, par tout autre moyen à sa convenance considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur, justifier de ses capacités techniques ou professionnelles pour réaliser les prestations.

Les entreprises nouvellement créées peuvent justifier de leur capacité financière par tout autre moyen, notamment une attestation bancaire ou la preuve d'une assurance contre les risques professionnels.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités économiques pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique ou tout autre moyen approprié pour justifier qu'il en disposera pour l'exécution du marché public.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

4.2 - Pièces de l'offre :

L'offre des candidats devra comprendre :

- **L'acte d'engagement (AE) complété ;**

- Le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot concerné dûment complété en format Excel et PDF ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du lot concerné dûment complété en format Excel et PDF,
- Un mémoire technique décrivant les éléments suivants :

Mémoire technique lot 1	
Détaillant les dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux. Le mémoire technique comprend notamment les éléments suivants, présentés selon une structure divisée en parties et chapitres dont <u>le formalisme devra être respecté</u> :	
Partie 1 :	Adéquation des moyens humains et matériels affectés à la réalisation de la prestation.
Chapitre 1	Un descriptif des moyens humains : organigramme et composition des deux équipes mobilisées : pour les travaux du parc Cachin et pour les travaux des routes départementales , liste nominative des personnels et de leur niveau de qualification, habilitations expérience et qualifications des encadrants et du responsable de l'exécution, détail de la répartition entre les membres du groupement et les sous-traitants, définition des rôles et responsabilités (dont HSE), temps de présence sur site de chaque fonction identifiée par phase de travaux ..., Capacité à mobiliser pour tenir les délais imposés. Coordination entre les lots – interlocuteur dédié aux échanges.
Chapitre 2	Un descriptif des logiciels et matériels affectés à l'organisation du chantier (type, caractéristique, nombre) Moyens mis en œuvre pour faire les plans d'exécution
Chapitre 3	Une description des matériaux (fiches techniques) et fournitures pour la réalisation du chantier ainsi que les documents permettant d'apprécier la qualité des matériaux, notamment prescription et condition d'utilisation, mesures de sécurité,
Partie 2 :	Méthodologie de réalisation des prestations
Chapitre 4	Une note descriptive détaillée de la méthode utilisée pour l'établissement des études d'exécution, l'interface avec les exploitants (CD 93, Concessionnaires...), la présentation des prototypes ou échantillons, la réalisation des planches d'essais
Chapitre 5	Une note technique décrivant la compréhension des enjeux et les procédés de réalisation du chantier, les modes opératoires et méthodologies d'intervention incluant les essais. Cette note précisera pour chaque action les moyens humains et matériels affectés et la prise en compte des contraintes liées aux réseaux existants. Elle développera plus particulièrement les postes suivants : 1/Sécurisation du site

2/terrassements et gestion des terres polluées
 § Le plan de terrassement prévisionnel avec maillage par zone (plans et coupes)
 § Les moyens de suivi à l'avancement des côtes et surfaces de terrassement (relevé géomètre, pelle mécanique guidée par GPS, etc.),
 § Les moyens de confortement des potentiels talus à l'avancement du chantier,
 § Gestion des découvertes (réseaux, enrobés, amiante, déchets spécifiques, cuves...),
 § Les modalités de mise en œuvre de la plate-forme de stockage provisoire (surface, étanchéité, volume de stockage prévisionnel, recouvrement, gestion des eaux...),
 § Les modalités de tri et de constitution des lots, leur caractérisation analytique (échantillonnage, analyses), leur traçabilité, la quantité d'analyse prévue...,
 § Les modalités de remblaiement/compactage avec les matériaux du site ou matériaux d'apport selon les zones et les objectifs,
 § Les modalités de gestion des terres excavées en évacuation hors site et en remblaiement sur site :
 • les filières d'évacuation pressenties (nom, type et localisation)
 • la répartition prévisionnelle par filière
 • les modalités d'obtention des CAP
 § le détail des moyens mobilisés pour la traçabilité des déchets, des terres excavées (évacuées hors site et remblayées sur site) et des terres d'apport conformément à la réglementation et aux spécifications du cahier des charges (y compris livrables associés en cours de travaux (registres, tableaux, plans,...)).
 § Les modalités de réception à l'avancement (et livrables associés).

3/Démolition de la trémie

4/Constitution couches de forme et des structures

5/Mise en œuvre des bétons et de leur traitement superficiel, pavés enherbés et des revêtements de surface

6/Spécificités du projet d'éclairage intégrant les mobiliers envisagés et leur adéquation avec les objectifs photométriques, Equipements de télégestion et les méthodologies de montage et pour la mise en place de la télégestion et de sa programmation.

7/Mise en œuvre du mur de soutènement du Haha, son habillage en parement et ses équipements

8/Réalisation des ouvrages hydrauliques

Partie 3 : Note relative aux phasage et délais d'exécution

Chapitre 6	Un planning détaillé prenant en compte les contraintes du projet (géographiques et temporelles), les contraintes d'approvisionnement et de production des prototypes, le maintien des circulations, les essais nocturnes, et précisant les moyens mobilisables en cas de retard, les périodes d'installation, de préparation, neutre, d'intempérie prévisible, de réception, etc. ; le planning indiquera le liens entre les tâches et points critiques et d'arrêt établis , respectant les grandes phases du planning marché, selon les phasages de libération, l'organisation prévue par l'entreprise...,
Chapitre 7	Un planning relatif aux études d'exécutions prenant en compte les autres intervenants (autres lots, concessionnaires, collectivités ...), intégrant les échanges liés à l'exploitation sous chantier et avec détermination du chemin critique et détaillant la remise des livrables spécifiés en phase préparatoire pour visa,

et les proposition d'optimisation et le mesures éventuelles en cas de retard sur le planning et Propositions d'optimisation permettant de garantir/optimiser les délais finaux,

Le candidat devra limiter cette partie à 5 pages A4 (hors plannings et cinématique).

Partie 4 : Note environnementale

Chapitre 8

Mesure environnementale du chantier en développant :

- 1/ la gestion de suivi et d'évacuation des déchets,
- 2/ les dispositions prises types "ISO 14001" ou pour le respect du Cahiers des Charges chantier vert intégrant la description du parc de véhicule
Moyens mobilisés pour assurer l'hygiène et la sécurité des travailleurs et du voisinage (dont riverains) pendant toute la durée des travaux,
- Détails des moyens et mesures prévus pour gérer les risques liés à la pollution des sols pour les travailleurs et pour le voisinage
Démarche de gestion des émissions en détaillant les moyens et techniques envisagés pour chacune des phases potentiellement émissives,
Protocole de suivi des odeurs et de l'air ambiant sur la zone de chantier,
Mesures de prévention, d'alerte et d'intervention afin de garantir la protection des travailleurs et des riverains vis-à-vis des pollutions et des émissions
- 3/ la méthodologie de gestion du site et les procédure' d'alerte, les mesures de protection des espaces naturels, de la faune, flore pendant le chantier

Chapitre 9

Matériaux : Proposition quantifiée vis-à-vis de l'emploi de matériaux recyclés ou de réemploi :

- Matériaux issus du recyclage dans les remblais et CDF
- Matériaux issus du recyclage dans les structures
- Matériaux issus du recyclage dans les enrobés
- Mobilier
- Bordure
- Palplanches pour le mur de soutènement du Saut de Loup (Haha)
- Tuiles pour le parement du mur de palplanches

Le candidat devra limiter cette partie à 10 pages A4 (hors fiches relatives aux produits).

Chapitre 10 :

Insertion sociale

Le titulaire devra clairement indiquer le nombre d'heure qu'il entend réaliser. Il devra également indiquer s'il souhaite aller au-delà du nombre d'heure minimal imposé par l'EPT.

Le titulaire devra présenter sa méthodologie d'exécution de la clause insertion sociale :

- Les profils des personnes insérées,
- Les prestations qui seront confiées au public cible,
- Les éventuelles formations suivies,
- Les types de contrats qui seront confiés au public cible,
- Une présentation de l'employé et/ou du service dans l'équipe mobilisée qui se chargera du suivi de la réalisation des heures d'insertion et de l'accompagnement des personnes insérées

Mémoire technique lot 2

Ce mémoire devra détailler les dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux. Le mémoire technique comprend notamment les éléments suivants, présentés selon une structure divisée en parties et chapitres dont le formalisme devra être respecté :

Partie 1 : Adéquation des moyens humains et matériels affectés à la réalisation de la prestation.

Chapitre 1 : Un descriptif des moyens humains : organigramme et composition de l'équipe, liste nominative des personnels et de leur niveau de qualification, habilitations expérience et qualifications des encadrants et du responsable de l'exécution, détail de la répartition entre les membres du groupement et les sous-traitants, définition des rôles et responsabilités (dont HSE), temps de présence sur site de chaque fonction identifiée par phase de travaux ..., Capacité à mobiliser pour tenir les délais imposés. Coordination entre les lots – interlocuteur dédié aux échanges.

Partie 2 : Méthodologie de réalisation des prestations

Chapitre 2 : Compréhension des enjeux spécifiques de l'opération : synthèse de la lecture du candidat des enjeux et des attendus du projet. Dans cette partie, le candidat présentera sa compréhension du projet dans sa totalité, c'est-à-dire en considérant les autres lots et corps d'état impliqués.

Chapitre 3 : Méthodologie et organisation pour l'établissement des documents et études d'exécution avec précision du livrable pour les planches d'essai, prototypes et échantillons

Chapitre 4 : Procédés de réalisation du chantier, les modes opératoires et méthodologies.

Cette note précisera pour chaque tâche, les moyens humains et matériels affectés et la prise en compte des contraintes (technique, coactivité, planification et phasage, prise en compte du contexte de site pollué ...) :

Terrassements paysagers fins et la garantie des 30 cm de confinement après foisonnement

Réalisation des noues et mares et notamment l'apport et la mise en œuvre d'argile

	<p>Mise en œuvre des bétons et de leur traitement superficiel, pavés enherbés et des revêtements de surface (revêtements en pierre naturelle et/ou de réemploi)</p> <p>Mise en œuvre du gradinage en « croûtes » de pierre</p> <p>Mise en œuvre du mobilier sur mesure</p>
Chapitre 5	Modalité de gestion pendant la période de garantie / confortement
Chapitre 6	Dispositions prises pour la gestion des interfaces avec les autres intervenants (gestionnaires futurs, concessionnaires...)
Chapitre 7	Une description des matériaux (fiches techniques) et fournitures pour la réalisation du chantier ainsi que les documents permettant d'apprécier l'origine et la qualité des matériaux, terres et substrats fertiles, (gisements et origines), végétaux, plants et semences (pépinières, semenciers,...), sols minéraux et pierres
Partie 3 :	Enjeux de planning et phasage
Chapitre 8	<p>Un planning détaillé prenant en compte les contraintes du projet (géographiques, temporelles, co-activités), les contraintes d'approvisionnement et de production des prototypes, et précisant les moyens mobilisables en cas de retard, les périodes d'installation, de préparation, d'intempérie prévisible, de réception, etc. ;</p> <p>Le planning indiquera les liens entre les tâches et points critiques et d'arrêt établis, respectant les grandes phases du planning marché, selon les phasages de libération, l'organisation prévue par l'entreprise...,</p>
Chapitre 9	Une note justificative sur capacité à respecter les délais et dispositions pour gérer les aléas inhérents au site dans la maîtrise du planning. et les propositions d'optimisation et les mesures éventuelles en cas de retard sur le planning
Chapitre 10	<p>Proposition d'optimisations permettant de garantir / d'optimiser les délais finaux</p> <p>Dans cette partie, le candidat exposera ses propositions pour optimiser et/ou sécuriser les délais. Il pourra s'agir de mobilisation de moyens, de rationalisation de certaines tâches ou de propositions pour une meilleure gestion de la coactivité.</p>

<i>Le candidat devra limiter cette partie à 5 pages A4 (hors plannings)</i>	
Partie 4 :	Note environnementale
Chapitre 11	<p>Mesure environnementale du chantier</p> <p>L'entreprise devra détailler ici de manière claire les moyens et dispositions qu'elle a prévu pour :</p> <p>La gestion de suivi et d'évacuation des déchets,</p> <p>Les dispositions prises pour le respect du Cahiers des Charges chantier vert (types "ISO 14001)" intégrant la description du parc de véhicule</p> <p>Les mens mobilisés pour assurer l'hygiène et la sécurité des travailleurs et du voisinage (dont riverains) pendant toute la durée des travaux,</p> <p>Démarche de gestion des émissions en détaillant les moyens et techniques envisagés pour chacune des phases potentiellement émissives. Cette partie détaillera particulièrement les moyens et mesures prévus pour gérer les risques liés à la pollution des sols pour les travailleurs et pour le voisinage</p> <p>Le Protocole de suivi des odeurs et de l'air ambiant sur la zone de chantier,</p> <p>Mesures de prévention, d'alerte et d'intervention afin de garantir la protection des travailleurs et des riverains, tant vis-à-vis des émissions et pollutions.</p> <p>« /la méthodologie de gestion du site et les procédures d'alerte, les mesures de protection des espaces naturels, de la faune, flore pendant le chantier</p>
Chapitre 12	Matériaux – Propositions vis-à-vis de l'emploi de matériaux recyclés ou de réemploi
Chapitre 13	<p>Insertion sociale</p> <p>Le titulaire devra clairement indiquer le nombre d'heure qu'il entend réaliser. Il devra également indiquer s'il souhaite aller au-delà du nombre d'heure minimal imposé par l'EPT.</p>

Le titulaire devra présenter sa méthodologie d'exécution de la clause insertion sociale :

Les profils des personnes insérées,

Les prestations qui seront confiées au public cible,

Les éventuelles formations suivies,

Les types de contrats qui seront confiés au public cible,

Une présentation de l'employé et/ou du service dans l'équipe mobilisée qui se chargera du suivi de la réalisation des heures d'insertion et de l'accompagnement des personnes insérées

NB : Le candidat souhaitant déposer une offre est invité à ajouter dans son mémoire tous les éléments susceptibles d'aider à la bonne compréhension de son offre et permettant d'augmenter sa note conformément aux critères de notation évoqués dans le présent document.

Attention : Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

5.1 – Jugement des candidatures

Les critères relatifs à la candidature sont :

Garanties et capacités techniques et financières

Capacités professionnelles

5.2 – Jugement des offres

Les critères d'attribution du présent marché sont les suivants, et sont pondérés ainsi :

LOT 1

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
Critère 1 : Prix des prestations jugés au regard du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et du Détail Quantitatif Estimatif (DQE)	45%

Critère 2 : Valeur technique jugée au regard de la note méthodologique	45%
<p>Sous-critère 1 : Partie 1 du Mémoire Technique (MT) : - Moyens humains & matériels</p> <ul style="list-style-type: none"> - La présentation de deux équipes mobilisées pour l'exécution des prestations : une équipe pour les travaux sur le Parc Marcel Cachin et une équipe sur les routes départementales jugés au regard de la composition, les qualifications et les expériences, le rôle et la responsabilité des membres des équipes ; l'organisation précisant la répartition de l'exécution des prestations entre les différents membres du groupement, du candidat individuel et des sous-traitants - L'organisation des équipes pour assurer la coordination entre les lots (chapitre 1) - Présentation du matériel, des logiciels mobilisés pour l'exécution des prestations en phase travaux et réaliser le plan d'exécution 	10%
<p>Sous-critère 2 : Partie 2 du MT : Note technique et méthodologique jugée au regard :</p> <p>Présentation de l'installation & l'organisation du chantier pour réaliser conjointement les travaux du parc et de la RD</p> <p>Méthodologie d'exécution au regard de la compréhension du contexte pour réaliser conjointement les travaux du parc et de la RD</p> <p>Présentation des matériaux et fournitures utilisées pour le chantier</p>	20%
<p>Sous-critère 3 : Partie 3 du MT Calendrier d'exécution des prestations</p> <p>Présentation d'un planning prévisionnel optimisé d'exécution des ouvrages</p> <p>Présentation du phasage détaillé par phase de travaux avec localisation des installations pour chacune des phases et ses pistes d'optimisation</p> <p>Dispositions variées mobilisées pour garantir le respect du planning</p>	15%
<p>Critère 3 : Partie 4 du MT Qualité environnementale des offres</p> <ul style="list-style-type: none"> - Méthodologie mise en place pour atténuer les nuisances environnementales dû au chantier et gérer les déchets de chantier - Qualité, quantité et cohérence des propositions visant à intégrer des matériaux de réemploi et/ou de recyclage - Planning et PIC réemploi réutilisation et recyclage - Partenariats et connaissance de l'écosystème local - Prise en compte des objectifs de la charte économie circulaire de Plaine commune 	5%

Critère 4 : Qualité sociale des offres jugée au regard des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Présentation du parcours tuteur insertion, - Description de l'accompagnement et de la méthodologie mise en place pour intégrer les bénéficiaires des heures d'insertion sur le chantier (CV et parcours du tuteur et plan d'accompagnement des bénéficiaires) - Types de contrats proposés et prestations réalisées - Capacité du soumissionnaire à surpasser le montant minimal des heures d'insertion à réaliser 	5%
---	-----------

LOT 2

Critères et sous-critères	Pondération
Critère 1 : Prix des prestations jugés au regard du Bordereau des Prix Unitaires et du Détail Quantitatif Estimatif (DQE)	40%
Critère 2 : Valeur technique jugée au regard de la note méthodologique	50%
Sous-critère 1 : Moyens humains & matériels <ul style="list-style-type: none"> - La présentation de l'équipe mobilisée, la composition, les qualifications et les expériences, le rôle et la responsabilité des membres de l'équipe ; l'organisation précisant la répartition de l'exécution des prestations entre les différents membres du groupement, du candidat individuel et des sous-traitants - L'organisation des équipes pour assurer la coordination entre les lots (chapitre 1) - Moyens matériels mis à disposition pour l'exécution des prestations en phase travaux 	10%
Sous-critère 2 : Méthodologie fourniture et travaux de pose <ul style="list-style-type: none"> - Méthodologie sur la fourniture des matériaux, des végétaux et des terres dont présentation des planches d'essais - Méthodologie relative à la mise en œuvre, l'entretien, la gestion et le suivi des matériaux et végétaux - Méthodologie de gestion de confinement des terres polluées, noues et mares, transplantation de végétaux existant, revêtements de surfaces 	20%

y compris suggestions de réemploi, petits ouvrages et mobiliers sur mesure, gradinage en croûtes de pierre	
<p>Sous-critère 3 : Phasage et délais d'exécution</p> <p>Présentation d'un planning prévisionnel optimisé d'exécution des ouvrages</p> <p>Présentation du phasage détaillé par phase de travaux avec localisation des installations pour chacune des phases</p> <p>Dispositions variées mobilisées pour garantir le respect ou l'optimisation du planning</p>	20%
<p>Critère 3 : Qualité environnementale des offres</p> <ul style="list-style-type: none"> - Méthodologie mise en place pour atténuer les nuisances environnementales dû au chantier et gérer les déchets de chantier - Qualité environnementale des matériaux et des végétaux - Qualité, quantité et cohérence des propositions visant à intégrer des matériaux de réemploi et/ou de recyclage - Planning et PIC réemploi réutilisation et recyclage - Partenariats et connaissance de l'écosystème local - Prise en compte des objectifs de la charte économie circulaire de Plaine commune 	5%
<p>Critère 4 : Qualité sociale des offres jugée au regard des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation du parcours tuteur insertion, - Description de l'accompagnement et de la méthodologie mise en place pour intégrer les bénéficiaires des heures d'insertion sur le chantier (CV et parcours du tuteur et plan d'accompagnement des bénéficiaires) - Types de contrats proposés et prestations réalisées - Capacité du soumissionnaire à surpasser le montant minimal des heures d'insertion à réaliser 	5%

5.3 - Régularisation des offres

Après ouverture des plis, les offres incomplètes peuvent faire l'objet d'une demande de régularisation, à l'exception des cas suivants :

- Absence du mémoire technique.
- Absence de proposition financière

Si les documents demandés ne sont pas transmis, ou après l'expiration du délai accordé pour le faire, les offres seront considérées comme écartées de l'analyse.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

5.4 - Offres anormalement basses

Préalablement à l'analyse, si une offre est suspectée d'être anormalement basse, des demandes de précisions seront adressées aux soumissionnaires.

Si les justifications apportées ne sont pas de nature à justifier le montant présumé anormalement bas de l'offre, cette dernière sera éliminée de l'analyse.

5.5 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations mentionnés à l'article 5.6 ci-dessous. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci.

5.6 – Production des pièces par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

Il sera demandé au candidat retenu de fournir :

- ✓ Les documents listés à l'article 4.1. du présent document qui n'aurait pas été remis dans l'offre initiale, sauf en cas de mise à disposition desdits documents dans un espace de stockage numérique dont les coordonnées ont été indiquées dans les pièces de l'offre ;
- ✓ **L'Acte d'Engagement revêtu d'une signature manuscrite renvoyée par courrier ou déposé à l'acheteur.**

Le candidat établi à l'étranger produit un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Ces pièces sont à remettre tous les six (6) mois pendant toute la durée d'exécution du marché.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

Conformément à l'article R.2332-11 du Code de la Commande Publique, le pli doit être remis par transmission électronique dans les conditions stipulées au présent règlement de la consultation.

Toutefois, conformément à l'article 4.1 ci-dessus, les échantillons (et seulement les échantillons) devront être remis dans les conditions définies à l'article 4.1.

6.1 – Fin de la transmission sous support papier

Les transmissions sous support papier ne sont pas autorisées pour les consultations mises en ligne depuis le 1er octobre 2018.

Toutefois, les transmissions sous support papier arrivées dans les délais de la consultation pourront faire l'objet d'une régularisation, sous réserve des stipulations de l'article 5.3 du présent règlement de la consultation.

A cet effet, le prestataire devra transmettre son offre au pouvoir adjudicateur par voie électronique dans un délai défini et communiqué, par ce dernier, par courrier. L'offre devra être identique à celle déposée sous format papier et transmise de façon électronique, conformément aux conditions prévues dans la consultation initiale. A défaut, l'offre sera définitivement écartée.

6.2 – Transmission électronique

La transmission électronique est le seul mode de réponse autorisé pour toutes nos consultations mises en ligne sur la plateforme Maximilien.

ATTENTION : Dans le cas où plusieurs plis sont transmis par un même candidat pour une même consultation (dans le cas d'une consultation allotie, pour le même lot), seul le dernier pli déposé sera pris en considération par le pouvoir adjudicateur, la date et l'heure de dépôt faisant foi. Les plis remis antérieurement seront écartés d'office. Les candidats devront donc veiller à ce que le dernier pli déposé sur la plate-forme soit complet.

6.2.1 Se préparer pour une réponse dématérialisée sur Maximilien (MPS ou pas)

- ✓ Vérifier les prérequis techniques de la plate-forme, et la configuration du poste ;
- ✓ S'inscrire et s'authentifier sur <https://marches.maximilien.fr> ;
- ✓ S'assurer de la mise à jour de son SIRET sur son compte entreprise ;
- ✓ « se préparer à répondre », en testant la fonctionnalité de remise des plis. Une consultation de test nommée « TEST_MAPA » est disponible dans le menu « aide ». Il est conseillé d'effectuer ce test avant d'engager une procédure de remise de plis sur une consultation réelle. Ce test vous permettra de vous familiariser avec la procédure.

Lors de votre inscription sur la plateforme, il est important de veiller à indiquer des coordonnées (mail) vous permettant d'être alerté à tout moment de tous les événements relatifs à la consultation (modifications de la consultation, échanges, résultat de la consultation...). Il est notamment conseillé de communiquer une adresse mail consultée quotidiennement et accessible à tout moment par plusieurs personnes au sein de votre société.

Nous vous invitons à effectuer ces tests avant de remettre vos offres par voie électronique notamment s'il s'agit de votre premier envoi électronique.

Dans tous les cas, il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer vos offres par voie électronique. Le temps de dépôt d'une offre sur le site est variable et peut être relativement long en fonction de la taille du fichier déposé. L'heure de dépôt de l'offre correspond à l'heure de réception du fichier chargé sur la plateforme et non de début du chargement. Ainsi, si le dépôt de l'offre commence à 11h30 et se termine à 12h01, l'offre sera considérée comme hors délais et écartée.

Les formats de fichiers préconisés sont: doc / .rtf/ .pdf / .xls ou tableur/ image : PNG/ JPEG.

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 100 mégas) ;

L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité. Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate.

Les fichiers déposés par les candidats devront chacun avoir une taille inférieure à 1Go. L'ensemble du dépôt ne pourra pas dépasser la taille de 4 Go.

Accompagnement : le support technique de la plate-forme Maximilien (01 76 64 74 08) est à votre disposition du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00 pour vous accompagner.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre ou contacter le support technique en « dernière minute ». Les réponses électroniques transmises après la date et l'heure limites fixées par le présent règlement, ne seront pas retenues.

6.2.2 Transmission électronique

Le candidat doit transmettre, par voie électronique, son pli à l'adresse suivante : <https://avis.maximilien.fr>. Le lien direct vers les avis de Plaine Commune est le suivant :

<https://demat.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation&orgAcronyme=p2q>

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Le pli est présenté dans une seule enveloppe avec deux fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Une hotline est à votre disposition au numéro suivant : 01 76 64 74 08

Le candidat est informé que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite de l'Acte d'engagement.

6.3 – Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une **copie de sauvegarde** transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Cette copie de sauvegarde peut se substituer à l'offre transmise par voie électronique dans les hypothèses suivantes :

- Lorsque l'offre transmise par voie électronique est réceptionnée à la date limite de remise des plis de manière incomplète. La copie de sauvegarde est alors ouverte dès lors qu'elle est parvenue dans le délai requis.
- Lorsque l'offre transmise par voie électronique n'a pas pu être ouverte par l'acheteur. La copie de sauvegarde est alors ouverte dès lors qu'elle est parvenue dans le délai requis.
- Lorsque l'offre transmise par voie électronique est altérée (virus détecté par exemple). La copie de sauvegarde est alors ouverte dès lors qu'elle est parvenue dans le délai requis. La trace de la malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur.
- Lorsque l'offre transmise par voie électronique a été envoyée hors délais **à la condition que le pouvoir adjudicateur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis, ou n'est pas accessible pour des raisons techniques voire de logiciel malveillant.** La copie de sauvegarde est alors ouverte dès lors qu'elle est parvenue dans le délai requis.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats transmettent leur copie de sauvegarde sous pli cacheté portant les mentions :

<p><u>Offre pour :</u> TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU PARC MARCEL CACHIN ET SES ESPACES PUBLICS CONNEXES Lot n°... NOM + N° et adresse électronique du contact au sein de l'entreprise « Copie de sauvegarde » NE PAS OUVRIR</p>

à l'adresse suivante :

Plaine Commune
Direction de la Commande Publique et des affaires juridiques
21, avenue Jules Rimet
1^{er} étage - bureau 1052
93218 Saint-Denis cedex

Horaires de dépôt : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00

La copie qui serait remise ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu.

Article 7 : Renseignements complémentaires

7.1 - Demande de renseignements

Les candidats sont autorisés à solliciter auprès de l'Établissement Public Territorial Plaine Commune tous les renseignements ou documents complémentaires qu'ils jugeraient nécessaires à l'élaboration de leur offre. À cet effet, les candidats devront faire parvenir, au plus tard huit (8) jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite via la plateforme de dématérialisation, à l'adresse URL suivante : www.maximilien.fr.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation, au plus tard six jours (6) jours calendaires avant la date limite de réception des offres, dans la mesure où le pouvoir adjudicateur disposera des éléments nécessaires.

Dans un double souci de transparence et d'égalité entre les concurrents, les réponses de l'établissement public territorial Plaine-Commune seront portées à la connaissance de tous les candidats ayant été destinataires du présent règlement de consultation.

Aucune suite ne sera donnée aux demandes de renseignements des candidats formulées par téléphone ou adressées au pouvoir adjudicateur au-delà de la date limite fixée au premier alinéa du présent article.

7.2 - Voies et délais de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Montreuil
7 rue Catherine PUIG
93558 MONTREUIL cedex

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du Tribunal Administratif de Montreuil

7 rue Catherine PUIG
93558 MONTREUIL cedex

ANNEXE 1 Modalités de réponse avec signature électronique (facultatif)

L'offre signée par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché sera re-matérialisée au moment de l'attribution, la signature de l'acheteur étant manuscrite.

Nature du certificat de signature électronique Si vous souhaitez signer électroniquement le contrat (facultatif), vous devez être titulaire d'un certificat électronique:

- La signature est au format XAdES, CAdES ou PAdES.
- Sont autorisés tous les certificats RGS** conformes à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, ou garantissant un niveau équivalent de sécurité. Il est donc possible d'utiliser :
 - o les certificats figurant dans la [liste des certificats approuvés en France](https://marches.maximilien.fr/index.php?page=commun.ListeAcRGS&calledFrom=entreprise) et accessible depuis Maximilien :
<https://marches.maximilien.fr/index.php?page=commun.ListeAcRGS&calledFrom=entreprise>
 - o [les certificats figurant dans la liste des certificats dressée par la Commission européenne disponible](#)
 - o tout autre certificat non référencé émis par d'autres autorités de certification, françaises ou étrangères, délivrées dans des conditions "équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité défini par le décret du 2 février 2010". Dans ce cas, le candidat doit fournir :
- les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'autorité de certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation
- tout élément d'analyse permettant d'établir que le certificat utilisé est émis "selon des normes équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité", avec traduction des documents en langue française

Outil de signature des documents si vous souhaitez signer électroniquement.

Pour signer électroniquement les pièces de la candidature ainsi que les pièces contractuelles de l'offre : le candidat peut utiliser l'outil de signature de la plateforme ou un outil de signature alternatif. Dans ce cas, le candidat doit fournir le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'utilisation en langue française, et les prérequis d'installation (type d'exécutable, OS supportés, etc.).

Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres.